

**Politique budgétaire et l'analyse de l'équilibre économique**

Dr- Ramdani Laala (MCA), Faculté des sciences économiques, Université. Amar Telidji Laghouat

l.ramdani@mail.lagh-univ.dz

Dr- Zaoui Asmae (MCA), Faculté des sciences économiques, Université. Amar Telidji Laghouat

z.asma@hotmail.fr

**Résumé :**

**La politique budgétaire vise à réguler la conjoncture et à rechercher des grands équilibres. Cette régulation peut consister en la mise en place de relance de l'activité économique par la demande et l'investissement. A l'inverse, elle peut prendre la forme d'une politique de rigueur lorsque le gouvernement cherche à lutter contre les déficits ou contre l'inflation. Dans ce cas, il cherche à réduire la demande des agents économiques.**

**Mots clés : Politique budgétaire et l'analyse de l'équilibre économique**

**Introduction :**

Le thème de l'équilibre est très présent en théorie économique, du moins à partir de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. Au départ, il était associé à une certaine idée d'harmonie, de compatibilité entre les décisions prises par les acteurs économiques, en interaction les uns avec les autres. Ainsi, Léon Walras (1834-1910), considéré comme l'un des fondateurs de la théorie économique moderne, aime établir, dans ce qu'il appelle l'« économie pure », un rapport entre ses analyses et celles de la « mécanique rationnelle » – où la notion d'équilibre joue un rôle central, les « forces » en jeu étant celles de l'offre et de la demande. Vilfredo Pareto (1848-1923), autre théoricien de renom, a apporté une dimension normative à l'équilibre de Walras, en montrant qu'il est, d'une certaine façon, optimal, au sens où, à partir de cette situation, on ne peut augmenter la satisfaction de quelqu'un sans diminuer celle de quelqu'un d'autre, au moins.

John Maynard Keynes (1883-1946) a remis en cause cette vision optimiste de l'équilibre, en envisageant des situations, également d'équilibre, qui sont peu satisfaisantes – par exemple parce qu'elles comportent un chômage élevé (équilibre de sous-emploi). Pour cela, plutôt que d'évoquer des « forces » qui agissent dans le sens du bien pour tous, il met l'accent sur la psychologie des individus, sur leurs croyances, qui peuvent conduire à des situations aberrantes ou non voulues, et qui se perpétuent.

**Quel est le degré de l'implication de la politique budgétaire pour arriver à l'équilibre général?**

Et pour répondre à cette question, il faut aborder les axes suivantes :

- Le premier sera consacré au « cadre théorique de la politique budgétaire ».
- Le second traitera la notion de l'équilibre économique à partir de multiple approche.
- Le troisième se concentrera aux mécanismes budgétaires qui conduisent à l'équilibre.

## I- Typologie de la politique budgétaire

La politique budgétaire est une politique conjoncturelle qui agit sur le niveau d'activité économique d'un pays. Elle constitue, l'un des principaux leviers de la politique économique de l'Etat et consiste à utiliser certains instruments budgétaires comme les dépenses publiques ou les prélèvements fiscaux, pour influencer sur la conjoncture économique. Ainsi le gouvernement l'utilise, lorsqu'il souhaite modifier le budget de l'Etat d'une façon telle que les conséquences sur l'économie totale du pays soient susceptibles d'augmenter la croissance ou d'atteindre des objectifs sociaux.<sup>1</sup>

### 1. Notion de la politique budgétaire :

La politique budgétaire a toujours existé, mais elle a pris une dimension nouvelle après la publication de la Théorie générale de J.M. Keynes en 1936. L'impulsion budgétaire est apparue alors comme le moyen le plus efficace pour résorber le chômage et entretenir la croissance.<sup>2</sup>

La politique budgétaire est la politique que met en œuvre un gouvernement pour agir sur l'économie du pays en utilisant son pouvoir de fixer les recettes de l'Etat et les priorités dans la répartition des dépenses publiques.<sup>3</sup>

Cependant le terme de politique budgétaire renvoie essentiellement à la fonction de stabilisation : selon Paul Samuelson, « c'est le processus consistant à manipuler les impôts et les dépenses publiques aux fins : premièrement de contribuer à amortir les oscillations du cycle économique, deuxièmement de favoriser le maintien d'une économie progressive, assurant un degré d'emploi élevé, affranchie de toutes poussées excessives d'inflation ou de déflation ».<sup>4</sup>

La politique budgétaire ne désigne pas les orientations politiques ou sociales que révèle le budget de l'Etat (à qui profitent les dépenses, qui paye et combien?).

La politique budgétaire agit par l'intermédiaire du solde des dépenses et des recettes. Une même politique budgétaire –par exemple expansionniste– peut résulter soit d'une réduction des recettes (allègement d'impôts), soit d'une augmentation des dépenses: on devine que les bénéficiaires de la stimulation ne seront pas les mêmes dans les deux cas. Et c'est pourquoi une même politique budgétaire peut être mise en œuvre dans le cadre de politiques sociales fort différentes.<sup>5</sup>

En général, il n'existe pas une définition « conventionnelle » et partagée par tous les théoriciens. Par contre, on peut parvenir à une définition plus acceptée :

La politique budgétaire désigne l'ensemble des mesures qu'un gouvernement peut prendre et qui ont des conséquences sur le niveau et la composition de ses recettes et de ses dépenses. Elle

<sup>1</sup> - Agnès Bénassy-quéré et autre, politique économique, éditions De Boeck, Belgique, 2004, p138.

<sup>2</sup> - Michel Bottin, Histoire des finances publiques, édition economica, France, 1999, p24.

<sup>3</sup> - Marc Montoussé, Macroéconomie, édition Bréal, paris, 2ème édition, paris, p264.

<sup>4</sup> - Agnès Bénassy-quéré et autre, Op.cit., p139.

<sup>5</sup> - Alan J. Auerbach, Fiscal Policy: Lessons from Economic Research, MIT Press, 1997, p115.

**Les cahiers du MECAS .....N° 13/ Décembre 2016**  
englobe la politique de dépenses et la politique fiscale tout en tenant compte des soldes budgétaires.<sup>6</sup>

Dans sa dimension conjoncturelle, la politique budgétaire consiste à utiliser les recettes et les dépenses des administrations publiques en vue de stabiliser le rythme de l'activité économique.<sup>7</sup>

Trois orientations principales peuvent être données à la politique budgétaire : une politique expansionniste, une politique de rigueur budgétaire ou la poursuite d'un objectif de cohésion sociale :

- **Politique budgétaire expansionniste** : en cas de croissance faible et de chômage élevé, les pouvoirs publics peuvent mettre en œuvre une politique de relance budgétaire afin d'accélérer l'activité économique. D'inspiration keynésienne, cette politique utilise les dépenses publiques pour soutenir la croissance économique.

- **Politique budgétaire de rigueur** : d'inspiration libérale, cette politique préconise de restreindre la demande globale afin de diminuer les tensions inflationnistes. Elle vise à maîtriser les déficits et assainir les finances publiques. Dans ce cas, les moyens de la politique budgétaire sont : la réduction des dépenses publiques, la hausse des prélèvements obligatoires et la limitation de l'endettement public.

- **Politique de cohésion sociale** : la politique budgétaire peut également poursuivre un objectif de cohésion sociale en utilisant la fiscalité, la redistribution, et les services publics.<sup>8</sup>

## **2. Les objectifs de la politique budgétaire :**

### **a- Les objectifs fondamentaux :**

La politique budgétaire vise donc à réaliser les objectifs du carré magique : plein-emploi, stabilité des prix, croissance économique et équilibre extérieur.

- **La croissance économique :**

Une croissance effective égale à la croissance potentielle. La croissance potentielle est la croissance qui correspond à un fonctionnement à plein régime de l'économie. À court terme les responsables politiques ne peuvent pas espérer dépasser cette croissance potentielle, cet écart entre les deux croissances est l'output gap.<sup>9</sup>

- **Le plein emploi :**

---

<sup>6</sup> - Bernard Landais, Leçons de politique budgétaire, De Boeck Université, 1998, p21.

<sup>7</sup> - John Sloman, Alison Wride, monnaies banques et marchés financiers, édition Pearson Education, 7e édition, France, 2011, p531.

<sup>8</sup><http://www.sabbar.fr>.

<sup>9</sup> - Marc Montoussé, Macroéconomie, Editions Bréal, 2006, p262.

## **Les cahiers du MECAS .....N° 13/ Décembre 2016**

Le taux de chômage naturel (NAIRU : Non Accelerating inflation rates of unemployment) est un taux de chômage dit d'équilibre général, ce niveau de chômage ne va pas entraîner de perturbations inflationnistes. Si on descend sous le NAIRU c'est un facteur d'inflation si on est au-dessus c'est un facteur déflationniste.<sup>10</sup>

- **La stabilité des prix :**

L'objectif visé en matière d'inflation est d'éviter un taux d'inflation négatif. La déflation a un caractère auto-entretenu de laquelle il est difficile de sortir par des outils de politiques économiques conjoncturels. En effet les deux grandes composantes de la demande globales (consommation et investissement) vont être paralysées par le mécanisme de déflation.<sup>11</sup>

- **L'équilibre de la balance des paiements :**

La balance des paiements est un document comptable qui retrace l'ensemble des relations commerciales et financières entre une économie nationale et le reste du monde.<sup>12</sup>

### **b. Les trois grands objectifs modernes :**

Selon Musgrave on peut assigner trois types d'objectifs à la politique budgétaire:

- **la stabilisation de l'activité (lissage des cycles) :**

le cycle peut difficilement être considéré comme un phénomène d'équilibre traduisant l'ajustement optimal d'une économie. L'utilisation de la politique budgétaire comme instrument de stabilisation se fonde également sur deux justifications théoriques supplémentaires :

- la rigidité des prix et des salaires nominaux chez Paul Samuelson (macro économiste de l'école néo-keynésiens),
- la perte de l'effet engendrés par le financement des dépenses publiques par des impôts distordants chez les nouveaux macro-économistes classiques (modèle du "tax smoothing" de Barro, 1979 : la politique budgétaire doit éviter les changements au cours du cycle des taux d'imposition).<sup>13</sup>

- **allocation des ressources :**

La politique budgétaire doit intervenir sur l'allocation des ressources pour atteindre des objectifs jugés économiquement ou socialement plus satisfaisants que ceux qui résultent du marché. Le cas emblématique est l'usage que peut faire la politique budgétaire de la fiscalité pour orienter certaines consommations.

---

<sup>10</sup> - Philippe Darreau, Croissance et politique économique, éditions De Boeck, 2003, p124.

<sup>11</sup> - Patrick Artur, efficacité et limite de l'emploi de la politique budgétaire, In: Revue française d'économie. Volume 4 N°4, 1989, P17.

<sup>12</sup> - <http://www.persee.fr> .

<sup>13</sup> - <http://www.melchior.fr/Efficacite-de-la-politique-bud.5392.0.html>

- la promotion d'un sentier de croissance optimal fondé sur l'accumulation du capital :

Il n'y a pas de conflits d'objectifs et donc d'arbitrage entre ces trois objectifs mais au contraire ceux-ci sont liés et la perte de soutenabilité de la politique budgétaire réduit son efficacité au regard de tous les objectifs à la fois. Le premier problème vient des effets d'éviction, décrits depuis longtemps dans la littérature : économique. <sup>14</sup>

## II- cadre théorique de l'équilibre

Incontestablement, les équilibres sont à l'heure actuelle la situation de référence de pratiquement toutes les théories économiques (néo-classique, post-keynesienne...). Plusieurs motifs expliquent cette focalisation Cet état de fait résulte d'abord de la difficulté à analyser les situations de déséquilibres qui se caractérisent par des effets reports extrêmement complexes à saisir. <sup>15</sup>

### 1. Définition du concept d'équilibre en économie :

On trouve dans la littérature deux significations différentes de ce mot. La première, que nous avons utilisée ci- dessus, se réfère à la notion d'équilibre d'un marché, c'est-à-dire à l'égalité de l'offre et de la demande sur ce marché. C'est la notion que l'on trouve chez Marshall, Walras, et chez la plupart des auteurs ultérieurs dans la tradition néoclassique. <sup>16</sup>

Cependant il existe une autre définition du mot équilibre empruntée aux sciences physiques et qui décrit intuitivement un « état de repos » d'un système. <sup>17</sup>

Un des premiers à étudier la notion d'équilibre est Jean-Baptiste Say qui le définit en 1803 lorsque l'offre est égale à la demande. Il affirme que l'offre crée sa propre demande et que par conséquent il ne peut y avoir de déséquilibre durable entre l'offre et la demande. Pour lui, l'économie de marché est capable de s'auto-réguler spontanément. <sup>18</sup>

Thomas Malthus est le premier à contredire Say. Il pense que les capitalistes limitent leur consommation pour épargner, avec pour but plus tard d'investir. Comme les travailleurs ne perçoivent qu'une partie de ce qu'ils produisent ils limitent la demande et n'absorbent alors pas complètement l'offre. Il insiste ainsi sur le rôle de la demande en économie. <sup>19</sup>

Pour Léon Walras, dans *Éléments d'économie pure* (1874), un équilibre est une situation telle que ni les consommateurs ni les producteurs n'ont intérêt à modifier les quantités de biens et de services productifs demandés et offerts sur le marché. Selon lui, la libre concurrence permet d'obtenir la

---

<sup>14</sup> - <http://www.gestionfipu.com/>.

<sup>15</sup> - Andrew Gillespie, *maxi fiche d'économie*, édition dunod, Paris, 2007, p82.

<sup>16</sup> - Ghislain Deleplace, *Histoire de la pensée économique*, édition Dunod, paris, 1999, p192.

<sup>17</sup> - Michel, Herland, *auto manuel de macroéconomie*, édition economica, paris, 1990, p112.

<sup>18</sup> - Claude Ménéndian, *fiche de macroéconomie*, édition ellipses, paris, 1997, p 34.

<sup>19</sup> - Michel Zerbeto, *Op.cit.*, p60.

meilleure situation sociale : si chaque individu est dans la meilleure situation possible, il en sera de même pour la société.

Pareto est le premier à définir précisément la notion d'équilibre. Dans son Manuel d'économie politique (1909), il considère qu'il y a une amélioration sociale chaque fois que le bien-être de certains s'accroît et que celui de personne ne décroît. Aucun ne concède alors à une détérioration de sa situation. Certains appellent ce genre de modification une amélioration parétienne. Chaque individu ne cherche alors pas simplement à améliorer sa propre situation, mais il doit aussi savoir ce que provoque en contrepartie cette amélioration pour les autres individus.<sup>20</sup>

La présentation de Machlup (1958) selon laquelle un équilibre correspond à une « constellation de variables choisies, reliées et ajustées les unes aux autres de telle manière qu'elles interdisent toute tendance au changement dans le modèle qu'elles constituent. »<sup>21</sup>.

Si on se réfère à Keynes (1936), le niveau d'équilibre de l'emploi correspond au « niveau où rien n'incite plus les entrepreneurs pris dans leur ensemble à développer ni à contracter l'emploi. ». L'analogie avec une situation où rien ne bouge est claire mais il n'est pas fait référence à une quelconque idée de compatibilité. Tout au plus peut-on estimer qu'il en existe une au sens de Malinvaud.<sup>22</sup>

De manière générale on peut définir l'équilibre comme :

Sur un plan individuel ou microéconomique, elle renvoie à l'égalité entre les revenus et les dépenses pour les ménages, ce qui correspond aux ressources et aux emplois pour les entreprises. Sur un plan macroéconomique, il s'agit de l'égalité entre l'offre et la demande sur un marché – on parle d'équilibre partiel – ou sur l'ensemble des marchés – on parle d'équilibre général.

## **2. Le rôle de l'équilibre dans l'analyse économique :**

Après une brève définition de la notion d'équilibre, nous présenterons un schéma à quatre étapes du raisonnement causal, exposant l'usage stratégique de l'équilibre.<sup>23</sup>

### **a. Le contenu et le fonctionnement d'un modèle :**

En économie, un modèle analytique n'a pas besoin d'être "composé de fonctions algébriques ou de courbes géométriques, ni d'aucun autre matériau fantaisiste de construction." Il peut être entièrement décrit avec des mots, à moins que ceci ne devienne trop lourd. Mais peu importe

---

<sup>20</sup> - Annie Kawecki et Bernard Guillochon, Economie internationale Commerce et macroéconomie, édition dunod, 7<sup>ème</sup> éditions, paris, 2012, p15

<sup>21</sup> - Stoleru Lionel, L'équilibre et la croissance économiques, édition dunod, paris, 1968, p58.

<sup>22</sup> - andrew Gillespie, Op.cit., p86.

<sup>23</sup> - Jean-Luc Biacabe, Jean-Marc Daniel, Gérard Duchêne, Patrick Lenain, Introduction à l'économie, édition Pearson Education, France, 2011, p 124.

**Les cahiers du MECAS .....N° 13/ Décembre 2016**  
comment c'est fait, il faut fournir à celui qui contrôle le modèle une totale spécification de son contenu.<sup>24</sup>

**b. Les quatre étapes du modèle :**

Le schéma suivant illustre le fonctionnement pas à pas d'un modèle ; chaque étape est décrite avec les termes techniques habituels :

**Étape 1.** Situation initiale : "équilibre", "Toutes les choses peuvent continuer comme elles sont."

**Étape 2.** Changement déséquilibrant : "nouvelle donnée", "Quelque chose se passe."

**Étape 3.** Changement d'ajustement : "réactions", "Les choses doivent s'ajuster entre elles."

**Étape 4.** Situation finale : "nouvel équilibre", "La situation n'a plus besoin de nouveaux ajustements."<sup>25</sup>

Les étapes 2 et 3 peuvent correspondre à des changements observables ; parfois seule l'une d'elles est en réalité "observée" et on s'attend seulement à ce que l'autre se produise comme conséquence, ou se soit produite comme antécédent, respectivement. Si les deux sont observées conjointement ou successivement, le théoricien le considérera comme une "vérification" de la théorie qui les relie de la manière décrite, et aura une plus grande confiance dans cette théorie. Mais si le changement correspondant à l'étape 2 est appelé "déséquilibrant" et "nouvelle donnée," et si le changement correspondant à l'étape 3 est appelé "d'ajustement" et "réactions" (vis-à-vis du changement considéré comme "déséquilibrant"), ce n'est pas dû à l'observation : ce n'est qu'une interprétation. Pour être plausible, cette interprétation nécessite deux autres étapes.<sup>26</sup>

Afin d'établir que les changements de l'étape 3 sont les effets de ceux de l'étape 2 et de rien d'autre, nous devons nous assurer qu'il n'y a rien d'autre dans le tableau qui puisse être responsable des changements de l'étape 3. Il n'y a qu'une façon de la faire : nous devons isoler l'étape 2 comme cause possible des changements de l'étape 3 en excluant du modèle toutes les autres causes possibles. Cette exclusion des causes alternatives est accomplie par l'étape 1, la situation initiale de l'équilibre, la situation dans laquelle "Toutes les choses peuvent continuer comme elles sont," sans tendance inhérente au changement. Si nous n'étions pas sûrs de "l'équilibre" initial nous ne pourrions pas être certains que l'étape 3 ne puisse se produire sans l'étape 2, par suite du résultat de quelque chose existant déjà dans la situation initiale. L'hypothèse d'un équilibre initial sert à garantir à la "nouvelle donnée" de l'étape 2 le statut de changement perturbateur unique, de cause unique de tout ce qui suit dans le modèle (c'est-à-dire des changements interprétés comme "ajustement" au, ou effet dû, changement "déséquilibrant").<sup>27</sup>

---

<sup>24</sup> - Thierry De Montbrial et Emmanuelle Fauchart, introduction à l'économie, édition dunod, 4ème édition, paris, 2007, p156.

<sup>25</sup> - Claude Ménéndian, Op.cit., p61.

<sup>26</sup> - Ghislain Deleplace, Op.cit.,p197.

<sup>27</sup> - Jean-Luc Biacabe, Jean-Marc Daniel, Gérard Duchêne, Patrick Lenain, Op.cit., p165.

## **Les cahiers du MECAS .....N° 13/ Décembre 2016**

Afin de s'assurer que les changements de l'étape 3 constituent tous les effets que le changement de l'étape 2 peut avoir dans le modèle et que nous avons donc la liste complète des changements d'ajustement, nous devons être sûrs qu'aucun "ajustement supplémentaire" n'est requis par la situation. Il n'y a qu'une façon pour cela : nous devons nous occuper de la suite des changements d'ajustement jusqu'à obtenir une situation où, sans autre perturbation extérieure, toutes les choses peuvent continuer comme elles sont. En d'autres termes, nous devons continuer jusqu'à l'obtention d'un "nouvel équilibre," situation considérée comme finale parce qu'aucun autre changement ne semble requis par les circonstances. Le postulat de l'équilibre final sert à garantir que la liste des "changements d'ajustement" de l'étape 3 est complète.<sup>28</sup>

Bref, nous avons ici une expérience mentale dans laquelle la première et la dernière étape, l'hypothèse d'équilibres initial et final, sont des procédés méthodologiques pour garantir que l'étape 2 est la seule cause et que l'étape 3 contient la liste complète des effets. La fonction de l'équilibre initial est d'assurer que "rien en dehors de 2" ne cause les changements de l'étape 3 ; la fonction de l'équilibre final est d'assurer qu'on attend "rien en dehors de 3" comme effet des changements de l'étape 2 (bien que le caractère "complet" de la liste des effets sera toujours relatif à l'ensemble des variables incluses dans l'équilibre).<sup>29</sup>

Il existe quelques analogies simples entre le modèle des expériences mentales et celui des expériences de laboratoire. L'étape 1, l'hypothèse d'un équilibre initial, correspond à l'exigence d'une expérience contrôlée qui veut que les conditions soient conservées constantes et que le changement effectué de la variable sélectionnée soit ainsi isolé des changements d'autres variables indépendantes. L'étape 4, l'hypothèse d'un équilibre final, correspond à l'exigence d'une expérience complète qui veut que tous les changements soient observés et notés jusqu'à ce qu'aucun autre changement des variables dépendantes ne se produise.<sup>30</sup>

### **III- Les mécanismes budgétaires qui conduisent à l'équilibre**

Il peut s'avérer nécessaire de rééquilibrer les finances publiques pour réaliser des objectifs à long terme, comme la croissance économique et la réduction de la pauvreté et, parallèlement, se prémunir contre des situations de vulnérabilité budgétaire telle que l'augmentation de la dette publique. Les objectifs budgétaires plus immédiats doivent s'insérer dans ce cadre à courts terme.<sup>31</sup>

#### **I- modification de la politique budgétaire pour arriver à l'équilibre de court terme :**

L'intersection des courbes IS et LM détermine le niveau du revenu national. Celui-ci fluctue dès que l'une de ces deux courbes se déplace, modifiant l'équilibre à court terme de l'économie. Ici on va montrer comment les modifications des politiques budgétaires autant que les chocs exogènes affectant l'économie sont susceptibles de déplacer les courbes IS.

---

<sup>28</sup> - Michel, Herland, Op.cit., p115.

<sup>29</sup> -Aristomène Varoudakis, la politique macroéconomique, édition Dunod, paris, 1994, p14.

<sup>30</sup> - Louis Phaneuf, Op.cit., p 115.

<sup>31</sup> - Joël Jalladeau, introduction à la macroéconomie, édition de Boeck, 2ème édition, paris, 1998, p163.

## Les cahiers du MECAS .....N° 13/ Décembre 2016

Nous examinons tout d'abord l'impact des modifications de la politique budgétaire sur l'économie, en nous souvenant que de telles modifications influencent la dépense prévue et déplacent donc la courbe IS. Le modèle IS-LM nous montre comment ces déplacements de la courbe IS affectent le revenu et le taux d'intérêt.<sup>32</sup>

### II-1- Les modifications des dépenses publiques :

Nous commençons par l'impact d'une hausse des dépenses publiques  $\Delta G'$ . Selon le multiplicateur des dépenses publiques de l'équilibre keynésien, pour tout taux d'intérêt donné, cette modification de la politique budgétaire accroît le niveau de revenu de  $\Delta G' / (1 - PMC)$ . C'est pourquoi, comme le montre le (graphique 2.14) la courbe IS se déplace proportionnellement vers la droite. L'équilibre de l'économie passe du point A au point B. La hausse des dépenses publiques accroît tant le revenu que le taux d'intérêt.<sup>33</sup>

Pour bien comprendre ce qui se passe au (graphique 2.14) il est utile de se souvenir des éléments du modèle IS-LM fournis à la section précédente par les théories keynésiennes de l'équilibre et de la préférence pour la liquidité, dont nous tirons l'enchaînement de faits suivant. La hausse des achats publics de biens et de services augmente la dépense prévue de l'économie, ce qui stimule la production de biens et de services et pousse à la hausse le revenu total Y. On reconnaît là les effets maintenant familiers issus de l'équilibre keynésien.<sup>34</sup>

Nous nous tournons maintenant vers le marché monétaire que décrit la théorie de la préférence pour la liquidité. La demande de monnaie de l'économie étant fonction du revenu, la hausse de ce dernier en suscite une augmentation pour tout taux d'intérêt donné. Mais l'offre de monnaie ne s'étant pas modifiée, ceci relève le taux d'intérêt d'équilibre r.<sup>35</sup>

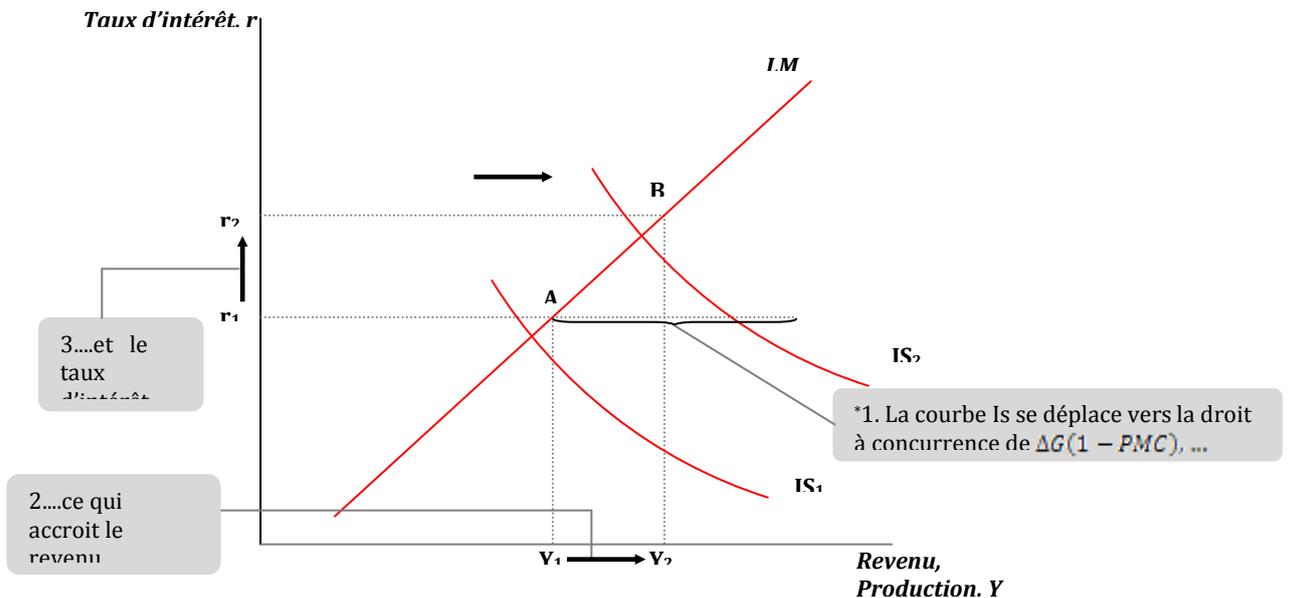
---

<sup>32</sup> - Gregory N. Mankiw, macroéconomie, Traduction de Jihad C. El Naboulsi, 4<sup>e</sup> édition, Belgique, 2009, P391.

<sup>33</sup> - <http://www.melchior.fr/IS-LM-le-modele-IS-LM.3957.0.html>

<sup>34</sup> - Jacques Généreux, Op.cit., p148.

<sup>35</sup> - James Daniel, Jeffrey Davis, Manal Fouad et Caroline Van Rijckeghem, Op.cit., p45.



Source : Gregory N. Mankiw, macroéconomie, Traduction de Jihad C. El Naboulsi, 4<sup>ème</sup> édition, Belgique, 2009, P391.

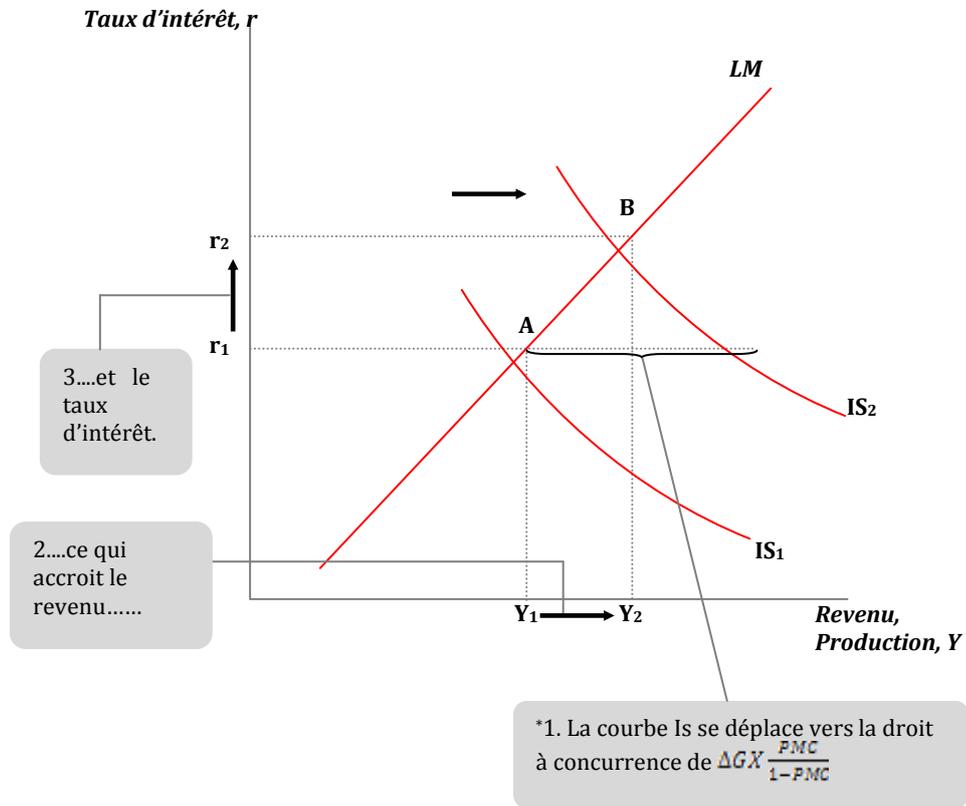
Loin de rester sans impact sur le marché des biens et services, cette hausse du taux d'intérêt sur le marché monétaire incite les entreprises à revoir à la baisse leurs projets d'investissement, ce qui compense partiellement l'effet expansionniste de la hausse des dépenses publiques. En bout de course, la hausse du revenu induite par l'expansion budgétaire dans le modèle IS-LM s'avère inférieure à ce que prévoit le modèle d'équilibre keynésien, où l'investissement est supposé constant. C'est ce que montre la figure 1, où le déplacement vers la droite de la courbe IS est égal à la hausse du revenu d'équilibre dans le modèle keynésien et supérieur à son ampleur dans le modèle IS-LM. L'écart s'explique par l'effet d'éviction de l'investissement privé dû à la hausse du taux d'intérêt.<sup>36</sup>

**II-2- Les modifications des recettes fiscales :**

Dans le modèle IS-LM, un changement des recettes fiscales affecte l'économie comme le fait une modification des dépenses publiques mais les impôts affectent les dépenses à travers la consommation. De même, le multiplicateur fiscal de l'équilibre keynésien nous dit que, pour tout taux d'intérêt donné, une baisse des impôts  $\Delta T$  accroît le niveau de revenu de  $\Delta T \times PMC / (1 - PMC)$ . En conséquence, comme l'illustre la figure ..., la courbe IS se déplace proportionnellement

<sup>36</sup> - Anne Epaulard Aude Pommeret , Introduction à la macroéconomie  
[http://www.cairn.info/page.php?ID\\_article=dec\\_epaul\\_2002\\_01\\_0021](http://www.cairn.info/page.php?ID_article=dec_epaul_2002_01_0021)

**Graphique 2 : Une baisse des impôts dans le modelé IS-LM**



**Source :** Gregory N. Mankiw, macroéconomie, Traduction de Jihad C. El Naboulsi, 4<sup>ème</sup> édition, Belgique, 2009, P391.

Vous aurez remarqué que la hausse du revenu faisant suite à une réduction des impôts est également moins importante dans le modèle IS-LM que dans l'équilibre keynésien. Cela ressort du (graphique 2) Dans le modèle de l'équilibre keynésien. Le déplacement horizontal de la courbe IS est égal à la hausse du revenu d'équilibre. L'ampleur de celle-ci est supérieure à la hausse du revenu d'équilibre donnée par le modèle IS-LM. La raison en est que l'équilibre keynésien suppose donné le niveau d'investissement, tandis que le modèle IS-LM tient compte du fait que 1-

<sup>37</sup> - Gregory N. Mankiw, Op.cit., p392.

**Les cahiers du MECAS .....N° 13/ Décembre 2016**  
investissement baisse lorsque le taux d'intérêt augmente. Dans le modèle IS-LM, une expansion budgétaire accroît le taux d'intérêt et évince l'investissement.<sup>38</sup>

### **II-3- L'interaction entre les politiques monétaire et budgétaire :**

On ne peut oublier, dans l'analyse de toute modification de la politique monétaire ou de la politique budgétaire, que ces deux politiques ne sont pas nécessairement indépendantes l'une de l'autre. Si une modification de l'une des deux politiques affecte l'autre, cela peut avoir un impact sur le résultat qui en est attendu.

Par exemple, si le Congrès américain propose, en vue de réduire le déficit budgétaire, une hausse des impôts, quel effet peut-on attendre d'une telle politique sur l'économie ? Selon le modèle IS-LM, la réponse dépend de la réaction de la banque centrale à la hausse des impôts.<sup>39</sup>

Au (graphique 3) (a), la banque centrale maintient constante l'offre de monnaie. La hausse des impôts déplace la courbe IS vers la gauche, ce qui réduit à la fois le revenu (les impôts accrus réduisent les dépenses de consommation) et le taux d'intérêt (la baisse du revenu réduit la demande de monnaie). La chute du revenu indique que la hausse fiscale provoque une récession.<sup>40</sup>

Au (graphique 3) (b), la banque centrale s'efforce de maintenir constant le taux d'intérêt. Dans ce cas, comme la hausse des impôts déplace la courbe IS vers la gauche, la banque centrale doit réduire l'offre de monnaie pour maintenir le taux d'intérêt à son niveau initial. Il s'ensuit un déplacement de la courbe LM vers le haut. Le taux d'intérêt ne baisse pas, mais le revenu diminue davantage que si la banque centrale avait maintenu constante l'offre de monnaie.<sup>41</sup>

Au (graphique 3)(c), la banque centrale s'efforce d'empêcher que la hausse des impôts réduise le revenu. À cette fin, elle doit accroître l'offre de monnaie. Dans ce cas, la hausse des impôts n'induit pas de récession, mais provoque une forte baisse des taux d'intérêt. Bien que le revenu demeure inchangé, la combinaison de la hausse des impôts et de l'expansion monétaire modifie l'allocation des ressources de l'économie. Les impôts accrus dépriment la consommation, alors que la baisse des taux d'intérêt stimule l'investissement.<sup>42</sup>

Cet exemple montre que l'impact d'une modification de la politique budgétaire dépend de l'objectif poursuivi par la banque centrale : peut-elle maintenir fixe l'offre de monnaie, le taux d'intérêt ou le niveau de revenu ? Plus généralement, chaque fois que nous souhaitons étudier les effets d'une modification de la politique budgétaire ou de la politique monétaire, nous devons tenir compte des interactions entre les deux types de politique. Ces interactions sont propres à chaque cas d'espèce et dépendent des nombreuses considérations d'ordre politique qui sous-tendent l'élaboration des politiques économiques.

---

<sup>38</sup> - Hakim Ben Hammouda, L'économie politique du post-ajustement, édition Karthala, 1998, p15.

<sup>39</sup> - Anne Epaulard Aude Pommeret, Op.cit., p35.

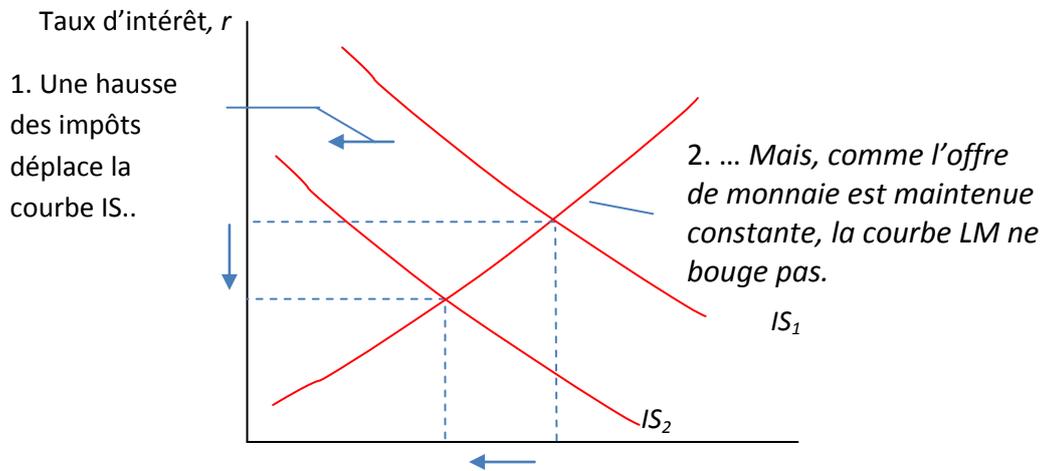
<sup>40</sup> - Gregory N. Mankiw, Op.cit., P393.

<sup>41</sup> - Jean-Anaclet Mampassi, Jean-Ignace Tendelet, Initiation a la Macroéconomie le Modele Is Lm, édition harmattan, paris, 2008, p71.

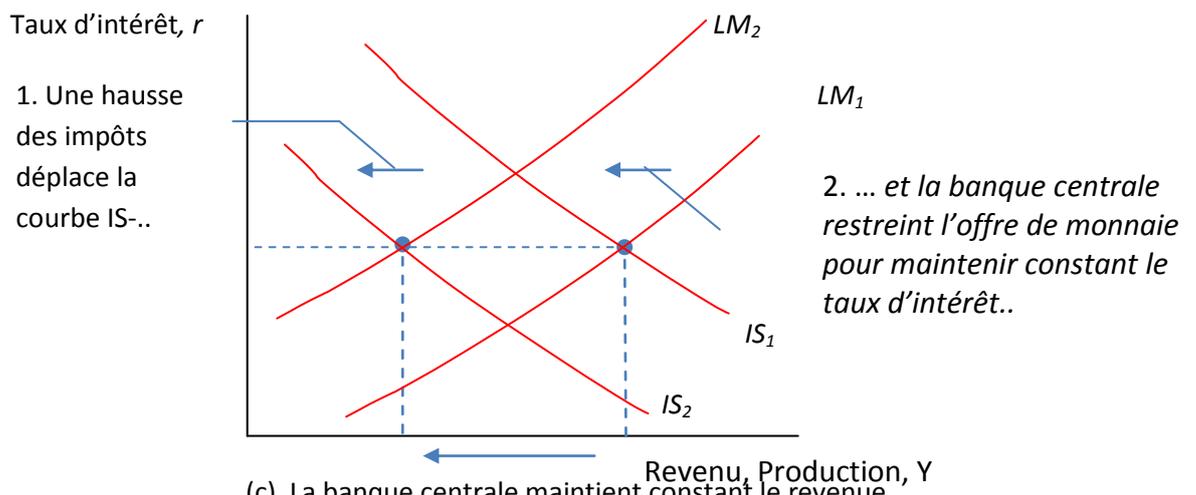
<sup>42</sup> - Gregory N. Mankiw, Op.cit., P395.

**Graphique 3 : la réaction de l'économie à une hausse des impôts.**

(a) La banque centrale maintient constante d'offre monnaie



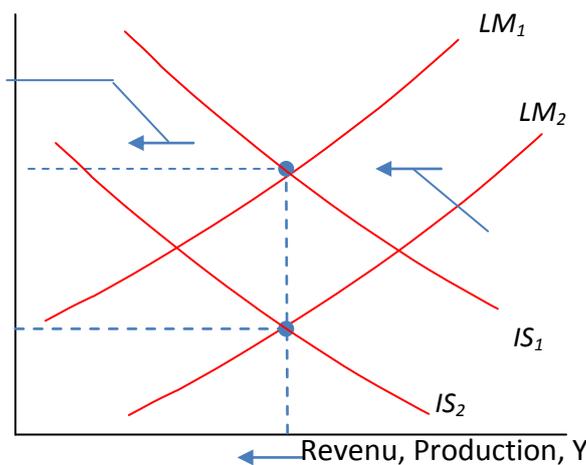
(b) La banque centrale maintient constant le taux d'intérêt



(c) La banque centrale maintient constant le revenu

Taux d'intérêt,  $r$

1. Une hausse des impôts déplace la courbe IS-..



2. ... et la banque centrale restreint l'offre de monnaie pour maintenir constant le revenu..

Source : Gregory N. Mankiw, macroéconomie, Traduction de Jihad C. El Naboulsi, 4<sup>ème</sup> édition, Belgique, 2009, P396.

## II- Modification de la politique budgétaire pour arriver à l'équilibre à long terme

Le modèle IS-LM a été conçu pour expliquer l'économie à court terme, lorsque le niveau des prix demeure constant. Pourtant, maintenant que nous avons compris la manière dont une variation du niveau des prix influence l'équilibre, nous pouvons également utiliser ce modèle IS-LM pour décrire l'économie à long terme, lorsque le niveau des prix s'ajuste pour assurer le taux naturel de production de l'économie. Cette utilisation du modèle IS-LM pour décrire le long terme éclaire de manière déterminante les différences entre le modèle keynésien du revenu national et le modèle classique présenté dans la deuxième section.<sup>43</sup>

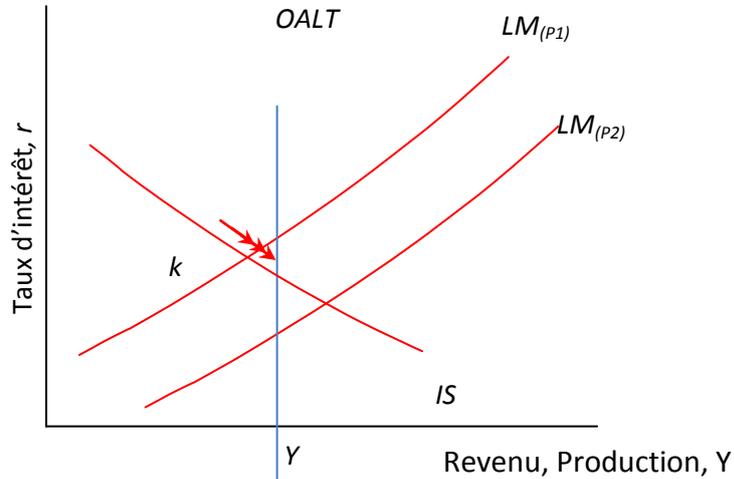
Le graphique 4(a) présente les trois courbes nécessaires pour comprendre les équilibres de court terme et de long terme : la courbe IS, la courbe LM et la droite verticale représentant le taux naturel de production  $Y$ . La courbe LM, comme toujours, se trace pour un niveau des prix donné  $P_x$ . L'équilibre de court terme de l'économie se situe au point K, à l'intersection des courbes IS et LM. Vous remarquez qu'à l'équilibre de court terme, le revenu de l'économie est inférieur à son taux naturel.<sup>44</sup>

<sup>43</sup> - Jean-Anaclet Mampassi, Jean-Ignace Tendelet, Op.cit., p72.

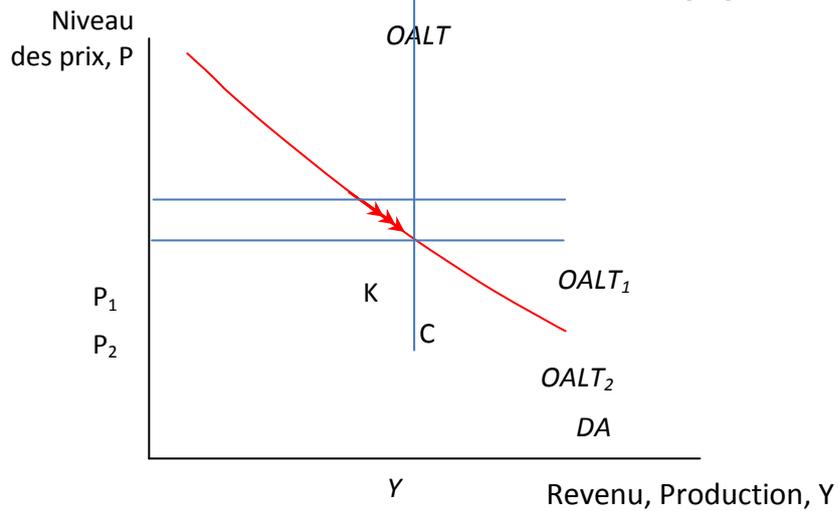
<sup>44</sup> - Gregory N. Mankiw, Op.cit., P3

**Graphique 4:** les équilibres de court et de long terme

(a) Le modèle IS-LM



(b) La modèle de l'offre de la demande agrégées



**Source :** Gregory N. Mankiw, macroéconomie, Traduction de Jihad C. El Naboulsi, 4<sup>ème</sup> édition, Belgique, 2009, P396.

Le (graphique 4) (b) illustre la même situation dans le modèle de l'offre et de la demande agrégées. Au niveau  $P_1$  des prix, la quantité de production demandée est inférieure à son taux

**Les cahiers du MECAS .....N° 13/ Décembre 2016**  
naturel. En d'autres termes, au niveau des prix en vigueur, la demande de biens et de services est insuffisante pour maintenir l'économie à son taux naturel.<sup>45</sup>

Les deux graphiques montrent le point d'équilibre de court terme auquel se trouvent l'économie et l'équilibre de long terme vers lequel elle tend. Le point K décrit l'équilibre de court terme, car il implique que le niveau des prix est fixé en  $P_1$ . Cependant, la faible demande de biens et de services provoque une baisse progressive des prix qui amène l'économie à son taux naturel. Quand le niveau des prix est tombé en  $P_2$ , l'économie est au point C, soit son point d'équilibre de long terme. Le graphique de l'offre et de la demande agrégées montre qu'au point C, la quantité demandée de biens et de services est égale au taux naturel de production. Dans le modèle IS-LM, c'est le déplacement de la courbe LM qui permet d'atteindre l'équilibre de long terme-: la baisse du niveau des prix accroît les encaisses monétaires réelles et déplace donc vers la droite la courbe LM.<sup>46</sup> -

Nous pouvons maintenant voir quelle est la différence fondamentale entre les approches keynésienne et classique de la détermination du revenu national. L'hypothèse keynésienne (représentée par le point AT) est que le niveau des prix est fixe : la production peut s'écarter de son taux naturel sous l'effet des politiques monétaire ou budgétaire, ainsi que des autres déterminants de la demande agrégée. L'hypothèse classique (représentée par le point C) est que le niveau des prix s'ajuste pour maintenir en permanence à son taux naturel le revenu national.<sup>47</sup>

#### **Conclusion :**

La dynamique des recettes et des dépenses publiques ont un effet stabilisateur et permet à l'économie de converger vers un meilleur équilibre à long terme. L'intensité d'une politique de stabilisation est un facteur déterminant de son succès. Plus les ajustements qui suivent les chocs sont forts, plus l'équilibre de long terme est satisfaisant. Un ajustement rapide permet de freiner les trajectoires divergentes à une étape précoce et minimise ainsi les coûts générés par les chocs. L'affectation keynésienne qui charge la politique budgétaire de la stabilisation et la politique monétaire de l'accompagnement, semble plus judicieuse que le schéma classique qui préconise des politiques de rigueur dans les deux domaines. Le débat devrait donc porter sur les moyens qui permettent de profiter au maximum des vertus de ce Policy mix.

#### **Bibliographies :**

##### **Ouvrages :**

1. Agnès Bénassy-quéré et autre, politique économique, éditions De Boeck, Belgique, 2004.
2. Michel Bottin, Histoire des finances publiques, édition economica, France, 1999.
3. Marc Montoussé , Macroéconomie, édition Bréal, paris, 2ème édition, paris.
4. Alan J. Auerbach, Fiscal Policy: Lessons from Economic Research, MIT Press, 1997.
5. Bernard Landais, Leçons de politique budgétaire, De Boeck Université, 1998.

---

<sup>45</sup> - Jean-Analet Mampassi, Jean-Ignace Tendelet, Op.cit., p72.

<sup>46</sup> - Alain Nurbel, Le modèle IS-LM de base, [Editions Publibook](#), France, paris, 2006, p24.

<sup>47</sup> - Gregory N. Mankiw, Op.cit., P398.

**Les cahiers du MECAS .....N° 13/ Décembre 2016**

6. John Sloman, Alison Wride, monnaies banques et marchés financiers, édition Pearson Education, 7e édition, France.
7. Marc Montoussé, Macroéconomie, Editions Bréal, 2006.
8. Philippe Darreau, Croissance et politique économique, éditions De Boeck, 2003.
9. Andrew Gillespie, maxi fiche d'économie, édition dunod, Paris, 2007.
10. Ghislain Deleplace, Histoire de la pensée économique, édition Dunod, paris, 1999.
11. Michel, Herland, auto manuel de macroéconomie, édition economica, paris, 1990.
12. Claude Ménéndian, fiche de macroéconomie, édition ellipses, paris, 1997.
13. Annie Kawecki et Bernard Guillochon, Economie internationale Commerce et macroéconomie, édition dunod, 7ème éditions, paris, 2012.
14. Stoleru Lionel, L'équilibre et la croissance économiques, édition dunod, paris, 1968.
15. Jean-Luc Biacabe, Jean-Marc Daniel, Gérard Duchêne, Patrick Lenain, Introduction à l'économie, édition Pearson Education, France, 2011.
16. Thierry De Montbrial et Emmanuelle Fauchart, introduction à l'économie, édition dunod, 4ème édition, paris, 2007.
17. Aristomène Varoudakis, la politique macroéconomique, édition Dunod, paris, 1994.
18. Joël Jalladeau, introduction à la macroéconomie, édition de Boeck, 2ème édition, paris, 1998.
19. Gregory N. Mankiw, macroéconomie, Traduction de Jihad C. El Naboulsi, 4<sup>e</sup> édition, Belgique, 2009
20. Hakim Ben Hammouda, L'économie politique du post-ajustement, édition Karthala, 1998..
21. Jean-Anaclet Mampassi, Jean-Ignace Tendelet, Initiation a la Macroéconomie le Modele Is Lm, édition harmattan, paris, 2008.
22. Alain Nurbel, Le modèle IS-LM de base, Editions Publibook, France, paris, 2006.
- 23.

**Reuves :**

24. Patrick Artur, efficacité et limite de l'emploi de la politique budgétaire, In: Revue française d'économie. Volume 4 N°4.

**Sites internet :**

25. <http://www.persee.fr> .
26. <http://www.melchior.fr/Efficacite-de-la-politique-bud.5392.0.html>
27. <http://www.gestionfipu.com/>.
28. <http://www.sabbar.fr>.
29. <http://www.melchior.fr/IS-LM-le-modele-IS-LM.3957.0.html>
30. Anne Epaulard Aude Pommeret , Introduction à la macroéconomie  
[http://www.cairn.info/page.php?ID\\_article=dec\\_epaul\\_2002\\_01\\_0021](http://www.cairn.info/page.php?ID_article=dec_epaul_2002_01_0021)